



Expression de l'intersyndicale CGT, FSU et Solidaires et Indecosa-CGT des Hautes-Pyrénées concernant le projet de l'hôpital unique à Lanne

Le projet de construction d'un hôpital unique à Lanne va entraîner la disparition des hôpitaux publics de Tarbes et de Lourdes.

Ce projet pose une série de problèmes :

- Eloignement de la population de Tarbes et Lourdes, du nord du département et du sud du Gers
- Problème écologique par l'artificialisation des sols et sur le déplacement d'assainissement.
- Il prévoit moins de lits qu'actuellement comptés sur Tarbes / Lourdes.

C'est particulièrement grave. Il laisse la porte ouverte au développement du privé : cliniques, cabinets médicaux attenants. Quels vont être les impacts sur les patients ?

Des honoraires libres demandés pour les consultations, les interventions, anesthésie... et passe-droits liés à ces paiements, un surcoût et donc des soins inaccessibles pour certains.

Il est inconcevable que la 1ère ville du Département ne soit pas dotée d'un service public d'hospitalisation, et que la ville mondialement connue « LOURDES » ne soit pas adaptée à l'accueil et la prise en charge de ses visiteurs/Pèlerins.

Pourquoi cette option a été prise au détriment de la réhabilitation de nos hôpitaux déjà existants dans notre département ? Ils sont et restent une nécessité pour répondre aux besoins actuels de proximité. Ce projet est contraire.

Notre Département a une population vieillissante et ce projet prévoit 70 % d'ambulatoire ce qui reste inadapté aux besoins réels.

Comment serait organisée la sortie des personnes âgées seules etc...

On nous avait dit que les hôpitaux de Tarbes et de Lourdes seraient des hôpitaux de proximité, où en est-on ?

Au niveau du capacitaire, cela reste minimaliste. Les porteurs du projet prétendent à « 442 lits et places », donc 10 à 20 lits de moins qu'aujourd'hui.

Ce terme « lits et place » est là pour noyer le poisson, car sur ces 442 lits : il faut enlever 90 places !

Les motifs avancés de ce projet sont que l'hôpital est vétuste. Mais depuis presque 20 ans les directions ont décidé de ne plus investir dans la réhabilitation et la sécurité du bâtiment.

Rien n'est prévu après la fermeture des sites de Tarbes et Lourdes ! Que vont devenir ces bâtiments ?

Dans l'attente d'un projet, que vont coûter leur maintenance et leur gardiennage ?

Ce projet nous vend un service de meilleure qualité, mais rien ne prouve que ces belles promesses vont être réalisées...

La direction fait miroiter aux agents des conditions de travail bien meilleures avec ce projet. Alors pourquoi ne pas réhabiliter les hôpitaux actuels !!

Pour l'intersyndicale CGT, FSU et Solidaires et Indecosa-CGT des Hautes-Pyrénées, certaines questions restent en suspens sur ce projet :

- Déménagement de l'infrastructure du SDIS ?
- Les commodités pour accueillir les accompagnants (hôtel, restaurant, station essence...)
- Accès à l'hôpital par transport en commun ?
- Accès en voiture ? juste une route pour accéder.
- Qui va payer toutes les autres parties qui ne sont pas prévues dans le budget ?
(Assainissement, arrivée d'eau potable, acheminement électricité, route...)
- Quel financement est prévu pour l'hôpital (parking payant ?)
- Le nombre futur de SMUR (service mobile urgence réanimation) sur le département ?
(Actuellement 1 à Lannemezan, 1 Bagnères de Bigorre, 2 à Tarbes, 1 à Lourdes)

Avec cet hôpital unique qui va engendrer un changement d'état civil pour les naissances et décès à l'hôpital, quelles conséquences sur les services d'état civil d'une part à Tarbes et d'autre part avec quel coût pour la commune de Lanne : personnel, locaux... ?

Alors que la rénovation est indispensable dans tous les hôpitaux du département pour permettre un service public hospitalier de qualité à Tarbes et Lourdes pour répondre équitablement aux besoins de la population pyrénéenne.

Oui, le département des Hautes Pyrénées doit être doté d'une offre de soins publique répartie équitablement sur tout le territoire pour répondre aux besoins de la population !

Oui, les agents hospitaliers doivent pouvoir exercer leurs missions dans les meilleures conditions de travail.

A Tarbes, le 04/06/2024,